

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.930

Dans 48 heures, François Hollande à La Réunion

PCR : pour un nouveau Pacte de Développement

La Réunion, une situation économique et sociale d'une gravité exceptionnelle : plus de 40% de la population vit au dessous du seuil national de pauvreté ; près de 30% de la population active est au chômage. Quelles seraient les initiatives que prendrait le gouvernement si plus de 25 millions de Français vivaient sous le seuil de pauvreté et si la France comptait 10 millions de chômeurs ?

Faille d'un modèle vieux de plus de 60 ans

Il ne s'agit pas de nier les progrès réalisés dans les domaines des équipements publics, de la santé, de l'éducation ou dans le secteur agroalimentaire ou de l'import substitution depuis des décennies. Mais ce qui domine, ce sont les déséquilibres économiques et sociaux.

Situation sociale "hors norme"

Une économie désarticulée : Un Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant de 17.700 euros, soit 40% inférieur au PIB français. 84,5% de la Valeur Ajoutée pour le secteur tertiaire, alors que les secteurs primaire et secondaire représentent d'un côté 1,5% et de l'autre 14% selon l'IEDOM en 2012.

Des inégalités sociales criantes : en 2008, selon les chiffres publiés par les services de l'Etat, les 20% les plus riches à La Réunion concentrent 47% des ressources ; les 20% les plus pauvres se partageant 7% du total des ressources ; le rapport inter-déciles des niveaux de vie est de 5,2 à La Réunion contre 3,3 en France métropolitaine ; sur une population de 830.000 personnes en 2010, 343.000 personnes vivent sous le seuil national de pauvreté, 150.000 foyers regroupant 240.000 personnes dépendent de minima sociaux ; entre 22 000 et 27 000 ménages en attente d'un logement social ; la situation sociale à La Réunion est jugée « hors norme » par l'INSEE. 65% du personnel travaillant dans les collectivités locales, notamment dans les communes, ne peuvent être titularisés, compte tenu du coût de la sur rémunération. Globalement, les majorations de rémunération dans la fonction publique d'Etat, et hospitalière représentent un coût annuel à La Réunion estimé à plus de 500 millions d'euros. Malgré la scolarité obligatoire, La Réunion compte, 67 ans après la départementalisation, 110.000 illettrés pour 840 000 habi-

tants.

Sur-rémunération et grande pauvreté

La situation que nous connaissons aujourd'hui est bien le résultat de la poursuite de l'application mécanique de la politique d'intégration économique en vigueur depuis 1946, date du classement des « 4 vieilles colonies » en Département. Pourquoi une telle appréciation de la situation ?

D'une part, le gouvernement a pris, dès 1947, au nom du coût de la vie à La Réunion, d'étendre à toute la fonction publique d'Etat, le statut colonial existant notamment la sur-rémunération. Il était prévisible et logique que certains services s'engagent dans cette même voie bénéficiant de sur-rémunérations de l'ordre de 30, 40, 50 ou 73% de plus qu'en France continentale.

Dans le même temps, et par les mêmes gouvernements, l'égalité sociale a été refusée au secteur privé pendant 50 ans. Cette formation officielle de cette inégalité institutionnalisée d'une part, et la sous-estimation de la transition démographique naturelle qui, sur un siècle, va voir la population réunionnaise passer de 240.000 habitants en 1946 à un million à l'horizon 2025 d'autre part, sont à la base de la crise structurelle sur tous les plans, qui frappe La Réunion aujourd'hui.

La France encore une métropole: 52% des importations

Certes, des lois d'adaptations ont été régulièrement votées et mises en œuvre notamment sur le plan économique. Force est de constater que malgré leurs mérites, elles n'ont pas permis d'effacer toutes les séquelles du modèle colonial de l'économie de comptoir et du colbertisme : 72 % de nos échanges proviennent de l'Europe à plus de 10.000 km dont

52% de France ; le taux de couverture des importations par les exportations est extrêmement faible : 6%.

Le système de « l'exclusive post coloniale », caractérisé par la dépendance vis-à-vis des monopoles d'importation, n'a pas permis à l'économie réunionnaise de trouver les voies d'une insertion dans son environnement géoéconomique. La croissance de notre économie n'a pas été suffisamment « endogène » pour générer des créations de richesses et d'emplois à la hauteur des besoins. Parallèlement, sur le plan social, le recours à différentes formules « d'emplois aidés », mis en œuvre par tous les gouvernements successifs, a également été impuissant à régler ce problème de chômage massif.

Aujourd'hui, le contexte de la diminution de la commande publique et de la baisse du rythme de progression des transferts publics a provoqué un fort ralentissement de l'activité économique. Le sentiment qu'il n'y a plus de solutions dans le cadre actuel, que nous allons dans le mur si rien ne change, est de plus en plus partagé par les différents acteurs.

10.000 personnes de plus par an

On ne peut accepter le scénario programmé d'une société dont plus du tiers de la population – et déjà 60% des jeunes – sont condamnés au chômage. Telle est la réalité de notre situation et il faut en prendre la pleine mesure. Car il faut bien être conscient que la situation ne peut que s'aggraver.

Le premier facteur qui va jouer est celui de la poursuite de la transition démographique : La Réunion voit sa population augmenter de près de 10.000 personnes chaque année.

De 840.000 en 2013, la population réunionnaise se stabilisera à près d'un million en 2025. Durant cette période, tous les besoins vont augmenter, dans tous les secteurs.

Nos perspectives

En plus de cela et dans l'immédiat, La Réunion est confrontée à des échéances qui vont avoir un impact direct sur la vie économique et sociale. En juillet 2014, c'est l'expiration du régime actuel de l'octroi de mer. Quelle va être l'économie générale du futur dispositif ? Quels seront les arbitrages entre les intérêts contradictoires des collectivités locales, des consommateurs et de la production locale ?

Sur le plan de l'environnement géo-économique, La Réunion va être confrontée à l'impact des APE, (accords de partenariat économique), libéralisant les échanges entre l'Union européenne - dont nous sommes partie intégrante - et des pays de notre environnement : quelles sont les dispositions prises par le gouvernement pour qu'il soit tenu compte de notre situation ?

La Réunion va être confrontée à une échéance décisive en 2017, année de la fin des quotas sucriers. Comment préparer les planteurs à ce choc de compétitivité qui va livrer leur production à la concurrence du marché mondial ? Enfin, comment trouver des solutions au surendettement de milliers de TPE/PME réunionnaises, qui doivent verser au titre des cotisations sociales et charges fiscales un milliard deux cents millions d'euros ?

Pour un nouveau Pacte de Développement

La Réunion ne manque pas d'atouts. Mais il faut agir maintenant. Car c'est maintenant que se joue le sort de la génération à venir. Dans une génération, à l'horizon 2040, notre environnement géoéconomique sera totalement transformé. Les grandes puissances émergentes, l'Inde, la Chine... vont poursuivre leur développement s'appuyant sur leur puissance démographique. Et plus près de nous, l'Afrique du Sud et les pays de la côte orientale d'Afrique comme le Mozambique, la Tanzanie, le Kenya etc., connaissent également une forte progression démographique et une croissance économique remarquable.

Un pays émergent à 800 kilomètres

La Réunion et ses voisins des îles de l'océan indien se trouvent sur cet axe d'échanges émergent entre l'Asie et l'Afrique. Madagascar passera de 24 millions d'habitants aujourd'hui à plus de 55 millions d'habitants en 2050. Avec Maurice, les Seychelles les Comores, La Réunion peut ainsi participer à un espace francophone de près de 60 millions d'habitants. C'est une nouvelle frontière pour notre développement qui se dessine. Tout dépendra de l'orientation qui sera prise par Madagascar. Va-t-elle faire le choix de conforter son héritage ou faire un autre choix ?

L'enjeu est capital pour La Réunion. Est-on conscient à Paris de cet enjeu historique ?

C'est dans cette perspective que nous plaçons depuis plusieurs années pour l'émergence d'une véritable université de l'océan indien, commune aux îles de la COI (Commission de l'océan indien).

La lutte contre le changement climatique

Le brassage des jeunes de nos îles est une contribution au développement de nouvelles relations entre elles, fondées sur le principe du co-développement. Un co-développement qui permettrait à La Réunion de valoriser ses atouts dans les domaines de la santé, de la recherche en matière agricole, de ses richesses maritimes et de la pêche, de l'agriculture, des énergies renouvelables, de l'adaptation aux changements climatiques. Sur ce plan, la conférence de Paris sur le Climat en 2015 représente une opportunité pour les territoires ultramarins. La Réunion pourrait-elle initier un projet exemplaire en concertation avec les îles de la Commission de l'océan Indien : Madagascar, Maurice, les Comores, les Seychelles ?

Les objectifs stratégiques d'autonomie énergétique pour nos îles et de l'autonomie alimentaire, dans une stratégie de co-développement régional, ouvrent pour La Réunion des potentialités de développement considérables, sources de créations de richesses et d'emplois. Ils fondent les bases d'une économie de proximité répondant aux exigences du développement durable et de la cohésion sociale. C'est en ayant à l'esprit ces perspectives que nous devons concevoir et élaborer les outils juridiques, financiers et de la fiscalité pour permettre à La Réunion de s'insérer dans son environnement naturel. C'est cela qui constituera les fondements d'un nouveau pacte de développement.

En 2015, Paris va présider le Sommet Mondial sur le climat. Comment ne voit-il pas une contradiction flagrante entre cet événement et l'autorisation qu'il accorde à la réalisation d'une route en mer qui est un crime écologique ?

Édito

Obama se ridiculise

Hier, nous avons noté combien les Occidentaux, Etats Unis et Union Européenne, étaient pris à leur propre piège, en Ukraine. Le même jour, les Ukrainiens de l'Est sont apparus comme les vrais interlocuteurs de la communauté mondiale, reléguant le gouvernement de Kiev à un rôle subalterne. Le Chef de la Maison Blanche tentait d'exister en commentant l'actualité et en se montrant menaçant. L'un et l'autre n'ont produit aucun apport concret aux règlements des problèmes réels.

Par contre, les autorités locales ont remis les «boîtes noires» de l'avion aux responsables malaisiens, et les corps des victimes aux représentants des Pays-Bas, le pays qui a subi la plus grosse perte. Dans les 2 cas, les enquêteurs ont souligné le bon état du matériel ou la bonne conservation des corps réfrigérés. Ce dernier point est essentiel pour identifier les défunts. Reste maintenant à effectuer le gros travail d'enquête pour déterminer les causes réelles de la catastrophe ainsi que les responsabilités. Tout le monde a promis de collaborer. Les Occidentaux qui ont été si prompts pour dénoncer les coupables, avec forces détails, alors même que les enquêtes n'étaient pas encore commencées, seront désormais très attendus pour produire leurs preuves. Mais, quand on se rappelle comment les Etats Unis étaient capables de mentir à l'ONU et à la face du monde dans l'objectif de détruire l'Irak et son gouvernement, on est stupéfait de l'absence de scrupule de Obama à vouloir encore dicter sa version.

Cet homme est discrédité également au Moyen Orient. Pour se faire élire et lors de ses premiers propos au monde, il avait déclaré qu'il agirait pour la reconnaissance d'un Etat palestinien. Il était même intervenu devant les étudiants Egyptiens pour affirmer ses positions novatrices. Le moment venu, à l'ONU, la personne qui le représentait a voté contre. Il avait également fait la promesse de fermer Guantanamo, base américaine et lieu de scandale.

Sa réticence à traiter ces problèmes de fond, donne l'impression que c'est un président bavard mais sans prise sur la réalité. Cette attitude renforce Israël dans ses positions belliqueuses. Et, là, point d'Obama-la bonne conscience-, alors qu'on dénombre déjà plus de 600 morts côté Palestinien et une quinzaine du côté Israël; l'armée rencontre de réelles difficultés face à la résistance. Obama lui ne cesse de brasser du vent mais les morts eux sont bien réels.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
ÉMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr

Bataille des jeunes pour l'emploi

«Priorité à l'embauche des Réunionnais, c'est maintenant ?»

Nou Lé Kapab AJFER interpelle François Hollande. Le président de la République sera à La Réunion vendredi.

Le Président de la République, François Hollande sera dans notre île les 25 et 26 juillet prochains. Un des points forts de ce déplacement sera les annonces du chef de l'Etat sur la «régionalisation de l'emploi». Des annonces qui font suite à la mission du Député-maire, Patrick Lebreton, dont le rapport a été rendu le 4 décembre 2013 à l'ancien ministre des Outremer, Victorin Lurel.

Malgré la volonté clairement affichée du Gouvernement de faire avancer les choses sur ce dossier, force est de constater qu'en dépit de la mission confiée à Monsieur Lebreton, des postes continuent à échapper aux réunionnais et aux personnes de La Réunion compétentes pour occuper les postes.

Cela a été le cas lors de la nomination, par ce même Gouvernement, de l'ambassadrice déléguée à la Coopération Régionale pour la région de l'Océan Indien en septembre 2013, ou encore à la direction du Centre Régional de Documentation pédagogique (CRDP) en décembre dernier.

Dans le même temps, la mobilisation de Nou Lé Kapab (AJFER) s'est accentuée pour la Priorité à l'embauche des Réunionnais(e)s, par des rassemblements devant la Préfecture (les 20 mai 2013 et 20 juin 2014), ainsi que des prises de position à la direction du CNFPT, à la mairie de La Possession, ... Sans ces mobilisations populaires permanentes, ces postes et autres auraient échappé aux réunionnais(e)s.

Depuis la création de l'association en 2009, Nou Lé Kapab (AJFER) a fait de la Priorité à l'embauche des Réunionnais(e)s son principal cheval de bataille. Une lutte de tous les jours qui permet de faire avancer la situation et de sensibiliser de plus en plus de personnes à la problématique de l'emploi à La Réunion.

Depuis, d'autres organisations ont vu le jour, telles que le collectif GPX974, ou encore le Crefom, et se mobilisent dans un objectif commun: permettre aux Réunionnais(e)s d'accéder aux emplois dis-

ponibles sur leur territoire. Plus que jamais, nous devons nous rassembler sur l'essentiel dans l'intérêt de La Réunion.

Mutations et Emplois, priorité aux personnes de La Réunion et aux Réunionnais. Face à cette revendication commune, les annonces du Président seront très attendues. A la fois, par les différents acteurs sur ce sujet, mais aussi par la population et tout particulièrement par les familles qui souffrent de l'éloignement et de ces injustices.

Le Président de La République devra donc être à la hauteur des attentes. Il y a bien sûr la question des mutations des policiers avec la nécessité de changer le système en revenant à l'ancienneté de la demande, mais également les mutations dans toute la fonction publique avec des Critères d'Intérêt Moraux et Matériels (CIMM) plus adaptés à notre situation et à nos spécificités locales.

Il y a la situation dans le secteur public, mais il ne faut pas oublier le secteur privé. Nou Lé Kapab (AJFER) demande depuis des années, l'obligation pour les employeurs de déposer leurs offres au moins auprès du Pôle Emploi, afin que tous les demandeurs d'emploi puissent postuler. Aujourd'hui, près de 55% des offres d'emplois ne passent pas par le Pôle Emploi à La Réunion.

Enfin, la question de la transparence et de l'anticipation doit être abordée. Que ce soit dans la santé, dans la justice, ou encore dans l'éducation nationale, il y a une réelle opacité sur les emplois et les recrutements au détriment des réunionnais(e)s. Ce devoir de transparence est d'autant plus nécessaire afin de pouvoir dresser les besoins en emplois dans notre île sur plusieurs années, ainsi que d'adapter les formations et le nombre de places aux concours.

La balle est dans le camp du Président de La République. Au moment où il annoncera des mesures sur la «régionalisation de l'emploi», 61 professeurs stagiaires et 3 CPE seront mutés dans des académies en France alors que des postes sont disponibles à La Réunion. Que ce soit dans la culture, dans les collectivités locales, sur les chantiers de construction de la Nouvelle Route du Littoral, des emplois vont échapper aux personnes de La Réunion et aux Réunionnais(e)s.

Dans une île qui compte plus de 175 000 demandeurs d'emploi, l'emploi doit être la priorité. Le chef de l'Etat devra prendre des mesures fortes et courageuses pour permettre aux réunionnais(e)s d'accéder aux emplois disponibles dans leur territoire.

Nou Lé Kapab dan nout péil!

Conseil général : pour l'affectation de Jeunes Réunionnais à La Réunion

Les Conseillers Généraux, réunis en Commission Permanente, le 22 juillet 2014

Regrettent ces affectations alors que des postes sont disponibles dans l'Académie de La Réunion.

Rappellent au Gouvernement son engagement de mettre en œuvre les préconisations du rapport Lebreton afin de favoriser l'emploi des ultramarins dans leur territoire d'origine.

Demandent au Gouvernement d'intervenir auprès du Recteur pour que ces affectations soient révisées et que ces Réunionnais, dont les Centres d'Intérêts Matériels et Moraux se trouvent sur l'île, soient affectés dans l'Académie de La Réunion.

Les Israéliens tirent sur un hôpital, de nombreux morts

Pas de répit pour les Palestiniens

Le conflit n'a pas baissé d'intensité, après un dimanche sanglant et malgré les appels à un cessez-le-feu. Au moins 570 Palestiniens ont été tués et plus de 3350 blessés en 14 jours d'offensive israélienne sur la bande de Gaza. Au 15ème jour, les frappes s'intensifient sur la bande de Gaza, contrôlé par le Hamas.

Le nombre de morts ne cesse de grimper, et la tension reste à son comble suite aux attaques d'hôpitaux et aux victimes, dont de nombreux enfants. En dépit de l'intensification de l'offensive aérienne et terrestre israélienne, Israël maintient que le combat durera. Pendant ce temps, la communauté internationale débat sur une sortie de conflit, sans pour autant dénoncer les attaques d'Israël sur la population palestinienne.

Un hôpital attaqué

Lundi 21 juillet, un obus a attaqué l'hôpital Al-Aqsa, à Deir el-Balah au centre ville de Gaza. Des tirs de chars ont fait 5 tués et plus de 60 blessés, selon les services d'urgence palestiniens. Plus d'une quarantaine de Gazaouis sont décédés, parmi eux des patients, des membres du staff médical et de nombreux enfants.

Un autre hôpital a été visé par les bombardements, celui d'Al-Shifa qui héberge une maternité. Le bilan est encore incertain mais plusieurs dizaines de blessés ont été dénombrés. L'armée israélienne s'est prit pour la quatrième fois en deux semaines à des hôpitaux. Le ministre gazaoui de la Santé a appelé les Nations Unies, l'Organisation Mondiale de la Santé et la Croix Rouge à pousser Israël à ne plus bombarder les infrastructures médicales. Ce dernier a expliqué aux agences de presse que «ces attaques sont aussi lourdes de sens, en s'en prenant aux infrastructures médicales et à une maternité, Israël s'en prend à la vie et à tout espoir de sauvetage des blessés».

Mardi 22, 6 Palestiniens, dont une femme enceinte et une fillette de 4 ans, ont été tués dans des frappes israéliennes à Beit Hanoun, au nord de l'enclave, près de la frontière israélienne, ont annoncé les secours palestiniens. Deux autres femmes, âgées de 50 et 70 ans, sont décédées dans un bombardement à Zeitoun, un quartier du sud de la ville de Gaza, selon Achraf al-Qoudra, le porte-parole des secours palestiniens. Enfin, deux

hommes ont péri à Al-Qarara, sans le sud du territoire, a-t-il ajouté.

Des attaques massives

Le bureau d'Al-Jazira, situé au 11ème étage d'un immeuble à Gaza, a été touché par des tirs, et le personnel de la chaîne a été évacué, a annoncé l'un de ses correspondants à Gaza. Ne connaissant pas l'origine des tirs, la chaîne a annoncé qu'elle «tenait les autorités israéliennes responsables de la sécurité de (son) personnel». Cette attaque est une preuve supplémentaire pour la chaîne qu'une «campagne hostile» s'est mise en place en Israël, en raison de sa couverture de l'impact des frappes militaires israéliennes sur la population civile dans la bande de Gaza.

Les raids aériens israéliens ont touché, mardi 22 juillet, plus de 70 cibles dans la bande de Gaza, selon un porte-parole de la police, Ayman Batniji. Cinq mosquées, la maison d'un défunt chef militaire du Hamas et un stade ont été touchés par des raids. Par ailleurs, une vingtaine de bateaux de pêche ont été brûlés suite à des tirs provenant de la mer Méditerranée, selon Ayman Batniji. Le nombre de morts s'élève à l'écriture de cet article à 550 victimes palestiniennes, dont une centaine d'enfants, selon les responsables de la santé à Gaza.

Violences en Cisjordanie

Les violences ont dépassé la bande de Gaza, pour gagner la Cisjordanie où un Palestinien a été tué par Tsahal en dispersant des manifestants qui jetaient des pierres, selon des médecins. De son côté, l'État hébreu a indiqué avoir perdu deux nouveaux soldats mardi lors d'affrontements terrestres, portant à 27 soldats décédés, ainsi que deux civils tués par des tirs de roquettes.

Dans la nuit de lundi, le chef de la

diplomatie américaine John Kerry avait promis 42 millions d'euros d'aide humanitaire aux civils de la bande de Gaza. Arrivé au Caire, il va travailler avec les membres de la communauté internationale en faveur d'un cessez-le-feu. Plus de 570 Palestiniens, dont des dizaines d'enfants, y ont été tués en deux semaines, des milliers d'autres ayant été blessés et quelque 100.000 déplacés.

Une communauté internationale passive

De son côté, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, arrivé en Egypte dans le cadre d'une tournée au Proche-Orient visant à mettre fin au conflit, a réclamé que les hostilités entre Israël et le Hamas cessent «immédiatement». Le président palestinien Mahmoud Abbas et le chef du Hamas, Khaled Mechaal, réunis de leurs côtés à Doha, ont appelé à la fin de «l'agression israélienne» et à la levée du blocus de la bande de Gaza, qui dure depuis 8 ans.

A New York, le Conseil de sécurité des Nations Unies a appelé à «cesser immédiatement les hostilités» et à protéger les civils de Gaza pris au piège dans le territoire, et où les hôpitaux manquent de tout. Le chef de la Ligue arabe, Nabil al-Arabi a quant à lui pressé le Hamas d'accepter la proposition égyptienne de cessez-le-feu. Ce à quoi, le dirigeant du Hamas à Gaza Ismaïl Haniyeh a rappelé les conditions de cessez-le-feu.

Dans une déclaration télévisée, il évoqué «les conditions de la trêve: arrêter en premier lieu l'agression et éviter de répéter une telle opération, lever intégralement le blocus et ensuite libérer des détenus arrêtés récemment en Cisjordanie». De son côté, le ministre israélien des Services de renseignements Yuval Steiniz a fait savoir que les combats «risquent de durer longtemps».

Céline Tabou

L'armée ukrainienne lance un assaut sur Donetsk

La guerre continue en Ukraine

La situation en Ukraine reste compliquée, d'un côté, les séparatistes ont rendu les boîtes noires de l'avion abattu en plein vol à la Malaysia Airlines, de l'autre l'armée ukrainienne a annoncé avoir été attaqué par un kamikaze. Un cessez-le-feu a été décrété autour du lieu où s'est écrasé le vol MH-17.

La communauté internationale maintient la pression sur Moscou. En effet, les prorusses maintiennent toujours d'importantes villes de la région, conduisant à une montée de la violence dans les deux camps. De son côté, le président russe Vladimir Poutine a assuré mardi 22 qu'il ferait «son possible», y compris «user de son influence auprès des séparatistes», pour aider l'enquête sur le crash de l'avion, appelant Kiev à cesser tout combat.

Pas d'origine de tir confirmé

Le chef des prorusses, Alexandre Borodai, a remis les enregistreurs de vol au siège de la république populaire autoproclamée de Donetsk. Les deux boîtes noires de l'avion de ligne abattu le 17 juillet dans la zone contrôlée par les pro-russes devraient donner des informations supplémentaires sur les dernières minutes du vol. Les séparatistes et la Malaysian Airlines ont signé un protocole finalisant la procédure de remise des boîtes noires, a indiqué ce dernier.

Les responsables de la compagnie aérienne ont constaté que les deux enregistreurs de vol étaient «en bon état». Malgré cela, les boîtes ne devraient fournir que peu d'éléments quant à l'origine du tir. Toutefois, les analyses des traces d'explosifs retrouvées sur les débris pourraient apporter des éléments décisifs.

A la demande de Kiev, les Pays-Bas, dont 193 ressortissants figuraient parmi les victimes, se chargeront de l'enquête sur la catastrophe. Lorsque La Haye aura pris officiellement la décision de conduire cette investigation, les Néerlandais devraient récupérer les boîtes noires auprès de la Malaysia Airlines, pour les envoyer en Grande-Bretagne, a expliqué le ministre du développement régional, dirigé par le vice-premier ministre Volodimir Groisman.

Enfin, 280 corps ont été transportés dans un train réfrigéré, qui a quitté la gare de Torez pour se rendre à



Un avion de chasse ukrainien de ce type volait à proximité du Boeing 777 peu avant sa disparition, toujours aucune explication de Kiev.

Kharkiv, grande ville contrôlée par les forces loyalistes. Mardi, son départ a été retardé par les prorusses, qui voulaient que des experts internationaux, et non par les autorités ukrainiennes, supervisent le transport.

Un cessez-le-feu a été décrété dans un rayon de 10 kilomètres autour du site du crash pour faciliter l'enquête sur les causes de la chute de l'appareil. Les soupçons se concentrent autour des séparatistes, accusés d'avoir abattu l'avion à l'aide d'un système de missiles de moyenne portée de type «Buk». Bien que ce type d'armement, daté de l'époque soviétique, la Russie a démenti avoir livré aux rebelles de tels équipements.

Montée d'un cran de la guerre

Au même moment, un porte-parole de l'armée ukrainienne a annoncé, mardi 22 juillet, qu'un barrage dans la région de Donetsk avait subi une attaque-suicide dans la nuit. «Un point de contrôle a été attaqué par un kamikaze conduisant une camionnette chargée d'explosifs», a indiqué ce dernier, sur une chaîne de télévision ukrainienne. Aucun détail n'a été fourni par les autorités. Cependant, si l'information est confirmée, il s'agirait de la première attaque de ce type dans la guerre entre l'armée ukrainienne et les séparatistes prorusses. Les appels à l'apaisement de la com-

munauté internationale n'ont pas été entendus par les deux parties. D'un côté, l'armée a annoncé mené une «opération antiterroriste» pour reprendre le contrôle de larges zones dans l'est du pays. Donetsk a subi des bombardements attribués à des «groupes auto-organisés», la ville est contrôlée par les séparatistes mais entourée par les forces loyalistes.

Devant le Parlement ukrainien, le secrétaire du conseil de sécurité nationale et de défense Andreï Paroubii, a assuré qu'il y a près de 41.000 militaires russes à la frontière avec l'Ukraine dans le Nord, dans l'Est, dans le Sud et en Crimée». Ajoutant que près de 150 chars, 400 blindés et 500 systèmes d'artillerie russes se trouvent également dans la zone. Des raisons supplémentaires pour pointer du doigt la participation de la Russie dans le conflit.

Face à cette artillerie, le Parlement a approuvé un décret présidentiel visant à mobiliser les réservistes pour «combattre la rébellion prorusse». Ce décret intervient 45 jours après le premier appel à la mobilisation, qui a vu venir plusieurs centaines de personnes venues prendre les armes. Quelques heures plus tard après ce vote, le ministère de l'intérieur de l'Ukraine a annoncé avoir repris le contrôle de la ville de Severodonetsk, située à une centaine de kilomètres au nord de Donetsk.

Santé

À La Réunion, sortie de la première promotion du premier Diplôme Universitaire Européen d'Ethnomédecine

Le jeudi 3 juillet dernier à l'UFR Santé de Bellepierre, a eu lieu la cérémonie de sortie de la première promotion du Diplôme Universitaire Européen d'Ethnomédecine, le premier de cette discipline en Europe. Parmi les impétrants de ce diplôme, il y avait des étudiants en médecine non encore thésés et un seul médecin, la Docteure Alice Ranorojaona-Pélerin, qui devient donc la première femme ethnomédecin de l'Union européenne. Selon des spécialistes de la santé dans le pays, cet événement «place très haut La Réunion au cœur de l'Humanité et doit avoir le retentissement qu'il mérite»...



Les 14 étudiant(e)s de cette première promotion du Diplôme Universitaire Européen d'Ethnomédecine, avec des responsables de cette initiative, comme à gauche Pascale Guiraud, Doyenne de l'U.F.R. Santé; à droite, Laurence Pourchez, initiatrice et responsable pédagogique de ce D.U.; et au centre, la Docteure Alice Ranorojaona-Pélerin, première femme ethnomédecin de l'Union européenne. (photo J.P.)

En 2012, sur l'initiative de Mme Laurence Pourchez, anthropologue, s'ouvrait à l'UFR Santé de La Réunion le premier Diplôme Universitaire d'Ethnomédecine en Europe, un art de soigner qui établit un pont entre les différents horizons, pour soigner la personne dans sa globalité, en complément de la biomédecine dont nous disposons et qui nous est familière.

Durant deux ans, les candidats à ce diplôme — des étudiants en médecine, infirmiers, des chimistes, des pharmaciens, des médecins — se sont enrichis des Sciences Humaines, un domaine où l'on aborde l'humanité de

chacun, en intégrant les différentes cultures pour prendre en charge ce désordre qu'est la maladie. Ils y ont appris l'humanité et les cultures du Monde avec l'anthropologie, l'utilisation des plantes dans différents endroits du globe avec l'ethnobotanique et l'ethnopharmacologie, les autres médecines telles que la médecine ayurvédique, chinoise, chamanique, ainsi que la santé et le développement dans le monde.

Que ce premier Diplôme Universitaire d'Ethnomédecine — le premier d'Europe — soit créé à La Réunion, quoi de plus normal, quand on connaît la

diversité culturelle de notre pays! C'est une grande innovation qui est témoin de la capacité de notre corps soignant à se mettre à l'écoute de chaque personne qui a besoin de soins, en puisant dans son environnement, dans ses valeurs culturelles et spirituelles pour donner un sens à la maladie et en venir à bout.

La Réunion est pionnière dans ce domaine, avec une médecine respectueuse de la diversité! Puisse cette belle initiative être soutenue et continuer son bel envol!

Correspondant

Otè!

Avèk l'inyon lé shoz lé riskab bouj dann bon sans

Matant Zélida la ékri Justin:

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité, mi domann amoin bien kosa zot i atann dsi la késtyonn la vizit lo prézidan dan la finisyonn la somenn. Pli pir, moin lé a d'mandé kosa lo takonn moun la vot pou fransoi holland té i atann o jis.

Mète Sarkozy déor? Dakor, mé sa la pa in politik. La prèv an é ké dopi lo dis mé 2012, i pé pa dir lé shoz la bien avansé dan lo sans zot téi atann. Mi antan in pé dmoun i di, Fransoi Hollande la roul parti kominis dan la farine é sète-la lété bien kontant. Koman i di sa ankor? Koku, batu é kontan! Tok pran sa pou toi!

Justin la fé pou répons:

Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr, sé konmsa ké ou i konpran lé shoz ou? Sèl shoz ké ou i rogard sé galé dann nout soulyé. Inn foi ou lé fine oir sa, lo rès ou lé pa la èk sa! Poitan, nana dé shoz lé pli inportan ké sa pou lo pèp rényoné. agard solman tout lo bann klignotan rouj l'aprè alimé inn aprè l'ot konm la limyèr dann boit de nui. kisoï dsi la mortalité bann zanfàn, kisoï dsi nout prodiksyon k'i dégringol an flèsh, kisoï dsi l'ilétrism i diminyé pa, kisoï dsi la fèmtir in paké l'antropriz... kisoï ankor dèrnyé dézas anonsé, la kriz mortèl dann la kane a sik.

L'èr-la lé vré, ni tienbo lo kayé dsi tout bann promès gouvèrnman i tienbo pa, é ni atann ali dann tournan, mé pa solman, pars zordi anplis ké lé ot shoz, i fo anpèsh nout prodiksyon kane mor..pou garanti bnout prézan épi nout l'avnir. Sa sé pa in shoz i konsèrn tout bann rényoné, é sa i doi pa zète in kékshoz pou diviz anou mé pou nou fèr l'union. Si ni fé l'union, ébin lé shoz lé riskab bouj dann lo bon sans. Tok! Pran sa pou ou!

Justin